

ENTREPRENDRE:

Démarrer une Activité
ou un Commerce



BISSON MARVÃO

— ADVOGADA —

MELANIA
RIBEIRO

NOTÁRIA
Ribeiro



ROMÃO & VICENTE

SROC, LDA.

Choisir une forme juridique

Une décision préalable concerne la nature juridique de l'entité qu'on veut adopter:

- Professionnel indépendant
- Activité commerciale, industrielle ou de services au nom individuel
- Création de société
- Cas particulier de société unipersonnelle

La vision de ce que on veut faire, les objectifs, sont les fondements d'une décision sur la structure juridique la plus adaptée.

La perméabilité de passage entre les types de structures juridiques est possible.

L'approche de la présentation:

- a) Questions générales
- b) Questions fiscales
- c) Ouverture d'activité indépendante ou d'établissement individuel
- d) Création de société
- e) Location d'un espace, acquisition d'un bail (trespasse), achat d'un établissement ou immeuble

a) Questions générales

1. Ouvrir un établissement : savoir définir ce qu'on veut faire
2. Mesures de contrôle de l'activité: à définir, en fonction du type d'établissement
3. Certaines activités pour lesquelles l'accès est dépendant d'agrément
4. Des activités/établissement qui dépendent de permis municipal simplifié (Licenciamento zero) ou non.
5. Les systèmes de facturation à adopter: recherche des progiciels plus adaptés à l'activité
6. Embauche de personnel
7. CDD, CDI

b) Questions fiscales

1. Premier pas : se doter d'un numéro fiscal (NIF)

- Obtenir un NIF, au titre de résident ou de non-résident, selon les cas, est préalable à l'exercice d'une activité et à l'établissement d'un contrat ;
- Résident : une personne que dispose de résidence et reste au Portugal au moins 183 jours sous une période de 12 mois ou que, restant moins de 183 jours, dispose d'une résidence avec l'intention d'y fixer résidence permanente.
- En plus que obtenir un NIF, si on veut exercer une activité au titre de professionnel ou exploitant /commerçant indépendant, il faut faire auprès d'un «Serviço de finanças» une déclaration de début d'activité.
- Il faut aussi bien étudier l'encadrement fiscal et réglementaire de l'activité exercée.

b) Questions fiscales (cont.)

2. La TVA

- Taux : 23%, 13%, 6%;
- Période de déclaration : trimestrielle (CA < 650 000 €/ an) ou mensuelle;
- Délai : si trimestrielle : le 15 du 2^{ème} mois suivant la fin du trimestre; si mensuelle pour le 10 du 2^{ème} mois;
- Incidence : l'ensemble des activités économiques entrepreneuriales;
- Activités exonérées : des activités prévues à l'article 9 du Code de TVA (services de santé, éducation, vente et location d'immeubles, et autres);
- Exemption personnelle : les personnes exerçant une activité mais ayant un chiffre d'affaires non supérieur à 10 000 €;
- Obligation de facturation : adoption d'un système/logiciel de facturation agréé par le Fisc, lequel produit un fichier «SAFT» à remettre à l'Autorité Fiscale;
- Facture simplifiée : éditée par le système de facturation, moindres exigences d'identification du client, dont l'identification n'est obligatoire que s'il exerce activité entrepreneuriale. Limite de facture simplifiée: ventes de biens < 1000 € ; services < 100 €.



b) Questions fiscales (cont.)

3. Les charges sociales sur salaires d'employés

Sécurité social de Profession indépendante

- taux de référence calculée sur une base de 70% du revenu: 29,6% (2018) 21,4% (2019);
Inscription d'office avec la déclaration de exercice d'activité, pourtant exemption pour la première année d'inscription. Exemption de contribution limitées.

2019: Calcul trimestriel des contributions, sur la base du revenu effectif du dernier trimestre.

Sécurité sociale de gérants - base de contribution : 34,75% (11%+23,75%) ; possibilité de faire appel à exonération si la gérance est non rémunérée et le gérant prouve bénéficier d'une couverture de sécurité sociale obligatoire au Portugal ou ailleurs, notamment en UE;

Sécurité sociale des employés - cotisation obligatoire; 11% part employé; 23,75% part employeur;

Communication de l'embauche à la sécurité sociale (online) 24 heures avant début du travail.

Assurance accident de travail: assurance privée obligatoire

b) Questions fiscales (cont.)

4. Le cas particulier de l'imposition IR des entrepreneurs eux-mêmes

Un entrepreneur individuel ou un professionnel indépendant sont imposés en impôt sur le revenu sur des bases qui dépendent de l'activité et du CA annuel:

- L'assiette imposable sera déterminée sur la base du résultat comptable, si le CA > 200 000 €; ou sur un régime simplifié, pour CA ≤ 200 000 €, toujours avec option pour le régime d'imposition du résultat comptable;
- Base d'imposition sur régime simplifié adopte, entre autres, les règles suivantes:
 - Professionnels indépendants : base d'imposition 75% du CA ;
 - Activité hôtelières et restaurants (sauf logement touristique): 15% du CA;
 - Activités (autres services) non définies dans l'article 31 du CIRS, y compris logement touristique : 35% du CA;
- Taux d'imposition - dépend du niveau de revenu imposable : de 14,5% à 48%;
- Déclaration de revenu annuelle à faire en Avril et Mai.

b) Questions fiscales (cont.)

5. L'imposition du résultat des sociétés

Base d'imposition standard: le résultat comptable

Taux d'imposition - Résultat imposable < 15 000 € : 17%, pour l'excès de 15 000 €- 21% (éventuellement, une surcharge pour la Mairie au maximum de 1,5%)

Des impositions additionnelles pour les résultats imposables supérieurs à 1,5M€)

b) Questions fiscales (cont.)

6. Imposition des sociétés: le cas particulier de TPE (toute petites entreprises) pouvant bénéficier d'un régime d'imposition simplifié

TPE : société ayant comme associés des personnes physiques ou autres TPE ; CA ≤ 200 000 € ;
Actif ≤ 500 000 € ;

Base d'imposition : en % du CA avec option au régime d'imposition sur le résultat comptable

Principales bases de détermination de l'assiette imposable:

- Activités de nature correspondante aux professions libérales : 75% du CA;
- Ventes de marchandises et produits, hôtels et restaurants : 4 % du CA;
- Logement touristique: 35%
- Autres prestations de services : 10% du CA

c) Ouverture d'activité indépendante ou d'établissement individuel

1. Formalités pour l'inscription au Ministère des Finances (declaração de início de atividade);
2. Consulter un professionnel pour prendre les option adaptées à vos objectifs;
3. Options importantes - le régime de TVA (pour les cas disposant d'options); claire identification de l'activité: important pour bien définir le calcul de l'assiette imposable; option pour disposer de comptabilité formelle et désigner un expert-comptable (option pour CA < 200 000 €);
4. Inscription en IR au titre d'entrepreneur et au titre d'assujetti TVA: une seule déclaration;
5. Se doter d'un système de facturation adapté à l'activité;
6. Création d'entreprise individuelle ou inscription comme professionnel indépendant: inscription automatique en sécurité sociale, besoin de se identifier auprès de sécurité sociale et faire valoir l'application d'éventuelles exemptions, dans une perspective de obligation générale de contribution, sur la base du principe de auto-déclaration trimestrielle et auto-paiement pour les auto-entrepreneurs (en 2019)

d) Création de société

- Choix du type de société Société

1) Société à responsabilité limitée (sociedade por quotas)

- La société doit être constituée au minimum par deux associés, il n'y a pas de limites au nombre d'associés.
- Les couples peuvent être associés.
- Le capital social minimum est de un euro par associé, néanmoins il y a des activités dont la Loi impose un capital social minimum plus élevé.
- Seul le patrimoine social est garant des dettes de la société.

2) Société Unipersonnelle

- Constituée par un seul associé, qui peut être une société.
- On ne peut avoir qu'une société unipersonnelle.
- Le capital social minimum est de un euro.
- Seul le patrimoine social porte garantie aux dettes de la société, il y a une totale séparation entre patrimoine de l'associé et de la société.

d) Création de société (cont.)

3) Société anonyme

- Il faut un minimum de cinq associés, pas de limite maximum. Tous les associés sont identifiés (les actions sont nominatives) et inscrits au registre central de des bénéficiaires effectifs.
 - La responsabilité des associés est limitée aux actions souscrites
 - Seul le patrimoine social garantit les dettes de la société.
- Le choix du nom, possibilité d'utilisation d'un nom pré-approuvé**
- Capital Social**
- Dans le cas des sociétés constituées avec un capital social supérieur au minimum légal, tout le capital n'a pas à être versé au moment de la constitution.
 - En effet, la moitié du capital (soc por quotas) peut être différé pour une période qui peut aller jusqu'à cinq ans.
 - Pour les sociétés anonymes, le capital social peut être différé à la hauteur de 70%, pour une période qui peut aller jusqu'à cinq ans.
 - Le capital ne doit pas être obligatoirement réalisé en argent, il peut l'être avec des biens, mais dans ce cas il faut un rapport d'un commissaire aux comptes indépendant.

d) Création de société (cont.)

- Capital Social (cont.)

- Quand les sociétés sont constituée dans l'heure, ou online, le capital social doit être déposé sur un compte ouvert au nom de la société au maximum jusqu'à la fin de la première année d'exercice.
- La gérance : rémunération de gérance (option avec ou sans remunération)
- L'exercice social : année civile, mais possibilité de adoption exercice différent
- Déclaration d'impôt IS : Mai
- Impératif disposer de comptabilité et nommer un expert-comptable agréé.
- Inscription de la société et des gérants à la sécurité sociale: obligatoire.
- Création de la société : pourra être faite directement auprès des entités d'enregistrement (RNPC), mais il est conseillé le recours à un notaire ou avocat, avec qui une discussion pourra mieux définir l'entité aux objectifs.

e) Location d'un espace, acquisition d'un bail (trespasse), achat d'établissement ou immeuble

- La création d'une entreprise entraîne souvent une opération de location ou d'achat. Ce pourquoi nous en parlons à propos de ce thème:
- Achat d'une activité ou établissement (au Portugal, dit «trespasse») est différent de l'achat des parts de la société exploitante;
- Achat des parts de la société exploitante est par nature une opération qui comporte des risques, il est impératif un audit sur la société cible, la plus petite qu'elle soit. Le rachat des parts de capital transfère les dettes et engagements, sans option de les exclure, en relation aux tiers;
- Achat d'un établissement : ne transfère pas nécessairement les dettes, mais elle transfère les contrats de travail et les droits acquis des travailleurs de l'établissement;
- Le droit des propriétaires de l'immeuble à la mise à jour du prix du loyer, ou à mettre fin au contrat, à terme, lors d'un «trespasse» ou d'une cession de la majorité des parts de la société exploitante : l'avis d'un professionnel est essentiel: avocat ou notaire;
- L'achat de parts et d'immeubles : une analyse de la situation fiscale et du point de vue du registre commerciale et foncier : l'assistance d'un professionnel est essentielle.

Sites de consultation pour Vous aider online:

Inscription fiscal de professionnel indépendant ou entrepreneur d'une activité de commerce, industrie ou services:

<http://www.portaldasfinancas.gov.pt/at/html/index.html>

Des activités/ établissements qui dépendent de permis municipal simplifié (Licenciamento zero) ou non.

Recherche d'information:

http://www.cm-lisboa.pt/fileadmin/DOCS/Formularios/transversais/PF_LZ.pdf

Les systèmes de facturation à adopter : recherche des progiciels plus adaptés à l'activité

<http://info.portaldasfinancas.gov.pt/pt/faturas/Pages/faqs.aspx>

<http://www.portaldasfinancas.gov.pt/pt/consultaProgCertificadosM24.action>

Sites de consultation pour Vous aider online:

Embauche de personnel, Stages professionnels :

(Notez que, face à la réduction sensible du chômage, il y a de moins en moins d'incitations à l'embauche, sauf premier emploi et chômeurs de longue durée)

<http://www.seg-social.pt/admissao-de-trabalhadores>

<https://www.iefp.pt/medidas-de-emprego>

Sécurité sociale professions indépendantes :

<http://www4.seg-social.pt/trabalhador-independente>

Création d'entreprises : site officiel

http://www.portaldaempresa.pt/cve/pt/geral/faqs/criacao_empresa/empresa_na_hora/

Sandrine Bisson-Marvão



BISSON MARVÃO

— ADVOGADA —

Bisson Marvao

Rua Eça de Queiros-22- 1 Esq, 1050-095 Lisboa

Tel. : +351 21 355 91 79.

Mobile: +351 91 48 52152

www.bisson-marvao.com

E-mail: sandrine@bisson-marvao.com

Avocate

Mélanie Ribeiro

MELANIA
RIBEIRO

NOTÁRIA
Ribeiro

Cartório Notarial de Lisboa

Estrada da Luz, 94C, 1600-161 Lisboa

Tel.: +351 21 722 50 90

Fax: +351 21 722 50 91

www.notariolisboa.com

e-mail: mribeiro@notariolisboa.com

Justino Romão et Leonel Vicente



ROMÃO & VICENTE

SROC, LDA.

Romão & Vicente, SROC, Lda.

Avenida 5 de Outubro 85 3º 1050-050 Lisboa

Tel.: +351 21 386 07 43

Mobile: +351 91 72 13487

www.rvsroc.pt

Associé responsable activité fiscalité :

Justino Romão

e-mail: justinoromao@rvsroc.pt